

Questions orales

L'hon. Jack Cullen (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, pour les raisons précisées qui ont poussé le député à poser cette question, nous avons envoyé des enquêteurs pour examiner la situation de nos agents de première ligne. Leur travail est difficile, et j'ai l'intention de faire tout ce qui est en mon pouvoir pour les aider, dans les limites des crédits qui m'ont été attribués.

* * *

LES CÉRÉALES

L'AMAS DE BLÉ GOURD AU TERMINUS DE PRINCE-RUPERT—LES MESURES CORRECTIVES ENVISAGÉES

M. Les Benjamin (Regina-Lake Centre): Monsieur l'Orateur, je poserai mes questions d'une part au ministre de l'Agriculture et d'autre part au ministre responsable de la Commission canadienne du blé, pour leur prouver qu'on ne les oublie pas. Le ministre responsable de la Commission canadienne du blé sait-il que l'on a rempli de blé gourd la plus grande partie des installations du terminus de Prince-Rupert? Sait-il qu'en raison du manque d'installations de séchage, un navire a dû attendre trois semaines pour être chargé, qu'un autre navire en train d'être chargé restera là deux semaines en tout, qu'un troisième a été détourné sur Vancouver et que cinq navires attendent déjà à Vancouver pour être chargés. Je demande au ministre de me dire qui a coordonné l'envoi de cette quantité de grain vers Prince-Rupert, alors qu'on n'avait pas assez de temps pour le sécher avant de le charger sur les navires? Quelles mesures prend-on pour faire venir le grain sec en vue de le mélanger et fait-il quelque chose en vue d'y accroître les installations de séchage?

L'hon. Otto E. Lang (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, comme le député le sait, j'en suis certain, l'envoi du grain est coordonné par la Commission canadienne du blé. Cet envoi a eu lieu à un moment précis en vue d'éviter ou d'atténuer de sérieux encombrements, en particulier dans la région de Peace River. Je ne saurais dire si la Commission canadienne du blé savait qu'il y avait une telle quantité de blé gourd. Je devrais le vérifier. Je sais qu'elle a pris des mesures en vue de faire venir le grain sec d'autres régions afin qu'en le mélangeant avec l'autre, on accélère le séchage. Nos séchoirs ne permettent pas de manipuler facilement ou rapidement un tel volume de grain. La situation s'est encore aggravée par l'envoi à Vancouver d'une quantité de grain dont la teneur protéique ne répondait pas aux normes de la Commission du blé. Il a fallu compenser par d'importantes expéditions, en particulier du Sud de la Saskatchewan, où l'on trouve sans problème du blé à plus forte teneur protéique.

LE TERMINUS DE PRINCE-RUPERT—LES MESURES EN VUE DE L'ACCROISSEMENT DES INSTALLATIONS DE SÉCHAGE—LE NOM DU CONCESSIONNAIRE

M. Les Benjamin (Regina-Lake Centre): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser ma question supplémentaire au ministre de l'Agriculture. J'aimerais lui poser deux questions en sa qualité de responsable de la Commission des grains, qui exploite le terminus de Prince-Rupert. Tout d'abord, y prend-on des mesures pour accroître les installations de séchage? Deuxièmement et c'est encore plus important, le ministre a-t-il choisi le soumissionnaire auquel il va louer ces

[M. Epp.]

installations? Peut-il nous donner l'assurance que ce ne sera pas le Cargill Grain Company?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, j'aimerais d'abord rétablir les faits, car on a annoncé hier matin au réseau anglais de Radio Canada que deux millions de boisseaux de grain humide sont bloqués dans cet élévateur. Il s'agit en fait de 1.2 million de boisseaux, soit beaucoup moins. Les séchoirs marchent donc à plein rendement. On mélange actuellement ces céréales à d'autres, qui sont plus sèches. Et, surtout, il n'y a pas eu une si longue attente et les frais de surestarie n'ont pas été aussi élevés qu'on le prétend. Lorsqu'un navire arrive à Prince-Rupert, le capitaine sait très bien que le chargement prendra plus de temps, à cause de ce vieil élévateur. Par contre, il est plus proche de plusieurs centaines de milles de son port de destination. Permettez-moi également d'ajouter que je dois rencontrer des responsables de la Commission des grains à Winnipeg demain.

* * *

LES PÊCHERIES

LE QUOTA ASSIGNÉ AUX PÊCHEURS DE FLÉTAN DE LA RÉGION DE SOUTH WESTERN NOVA—DEMANDE DE MAINTIEN AU NIVEAU ACTUEL

Mlle Coline Campbell (South Western Nova): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Pêcheries et de l'Environnement. Sait-il que depuis que les plus grands navires de pêche n'ont plus le droit de pénétrer dans le golfe, ils viennent pêcher sur les bancs de Brown et Germa et par voie de conséquence pêchent plus de flétan dans cette zone que le quota ne les y autorise? Si oui, le ministre peut-il assurer aux pêcheurs de South Western Nova que leurs quotas ne vont pas baisser au mois de juin ou pour le reste de l'année, vu que les navires étrangers pêchent de plus grandes quantités de flétan que le ne permet le quota?

L'hon. Roméo LeBlanc (ministre des Pêcheries et de l'Environnement): Monsieur l'Orateur, nous avons établi le programme de pêche pour l'année 1977 de manière à assurer une part équitable à tous les intéressés et à sauvegarder les modes traditionnels de pêche. Avant d'examiner en détails la question du député, je voudrais me renseigner là-dessus, après quoi, je lui répondrai.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA PROPOSITION D'ENQUÊTE SUR LA MORT DE L'ARCHEVÊQUE DE L'UGANDA—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Douglas Roche (Edmonton-Strathcona): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre suppléant. Peut-il nous dire si le gouvernement songe à appuyer la demande de l'Archevêque anglican du Canada, l'archevêque Scott, pour obtenir que l'on ouvre une enquête internationale sur le meurtre de l'archevêque anglican de l'Ouganda et de deux ministres; de plus, peut-il nous dire si le gouvernement canadien a déjà fait savoir à la Commission des droits de l'homme des Nations Unies ou à l'Association du Commonwealth que les Canadiens s'inquiètent fortement du fait que le président Idi Amin de l'Ouganda ait violé à plusieurs reprises la charte des droits de l'homme?